

Contre le Pass Sanitaire ! Contre Macron et son monde ! Pour un autre futur !



Confédération Nationale du Travail

44 rue Burdeau - Lyon 1 - ud69@cnt-f.org

Permanence chaque 3ème samedi du mois de 11h à 13 h

En annonçant au milieu de l'été l'extension du « Pass Sanitaire » obligatoire pour un grand nombre d'activités, ou dans le cadre de nombreux lieux de travail (soin, spectacle vivant, ERP,...), Macron a produit un choc.

Ce « Pass Sanitaire » pousse à la vaccination, étant suivi par la fin du remboursement des tests de dépistage à l'Automne. En pointant du doigt les individu·e·s réticent·e·s ou n'ayant que peu d'accès à la vaccination, le gouvernement tente de diviser les salarié·e·s et d'empêcher l'union de la classe laborieuse qui pourrait se former contre les mesures anti-sociales annoncées en même temps : mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage (incitation au travail précaire et diminution des allocations), réforme des retraites (notamment l'âge de départ à 64 ans), poursuite de la privatisation, vote de la loi séparatisme.

Oui à des vaccins libres et gratuits pour tou·te·s, dégagés de toute logique productiviste et de profit !

Le gouvernement a mis en place une obligation vaccinale qui ne dit pas son nom : la vie quotidienne des travailleur·euse·s non vacciné·e·s est rendue tout simplement impossible.

Les raisons des réticences sont pourtant multiples : l'absence de crédibilité du gouvernement (mensonges et mesures incohérentes d'un point de vue sanitaire), la logique marchande des laboratoires pharmaceutiques et de l'industrie de la santé, la suppression des gestes barrières, l'absence de pédagogie quant à la nécessité et l'efficacité du vaccin.

Nous ne sommes pas dupes sur une des raisons qui motive le gouvernement et la bourgeoisie à faire vacciner en urgence et de manière autoritaire la population : ce n'est pas uniquement pour notre santé, c'est avant tout pour nous faire retourner tou·te·s au travail pour faire tourner l'économie. Là où nous devrions réfléchir collectivement un « Monde d'après » qui questionnerait notre rapport à l'écologie, à la production, au travail, le gouvernement plonge tête baissée dans ce qu'il a toujours fait : une gestion autoritaire, productiviste et capitaliste de cette pandémie !

La vaccination est nécessaire mais doit se faire avec le consentement éclairé des personnes. Elle doit être autogérée. Elle est un enjeu de liberté collective, pas de liberté individuelle !

Ne brouillons pas les cartes en confondant une opposition de principe à la vaccination et une critique anticapitaliste de ces vaccins et de cette politique libérale. N'oublions pas que les gestes barrières sont efficaces et nécessaires malgré les vaccins alors qu'ils sont en train de disparaître dans les entreprises.

- × Internationalistes, nous exigeons la levée des brevets, la réquisition des industries pharmaceutiques, le libre accès aux connaissances nécessaires à la production des vaccins et l'accès aux soins pour l'ensemble de la population mondiale.
- × Nous exigeons la libre diffusion des informations factuelles sur les vaccins, leur fonctionnement et leurs éventuels effets secondaires indésirables.

Défendons et battons-nous pour une véritable politique sanitaire internationale, égalitaire, libertaire et autogérée !

Non au flicage sanitaire et aux dérives autoritaires !

Les répressions des plus classiques (amendes) aux plus scandaleuses (licenciements) déjà en place vont exercer une pression notamment sur les salarié·e·s en les incitant à se soumettre au pouvoir de l'employeur·euse alors même qu'une part importante des jeunes et des précaires n'a pas encore eu accès à la vaccination.

Les employeurs auront accès facilement à des données médicales normalement soumises au secret médical sans passer par la médecine du travail et sans restriction claire de conservation de ces données.

Des personnes qui, pour des raisons médicales, ne peuvent pas se faire vacciner vont se retrouver au mieux à payer les tests, au pire à devoir quand même se faire vacciner.

Que va-t-il se passer à la rentrée quand il s'agira de contrôler, séparer ou exclure des enseignant·e·s, des jeunes de plus de 12 ans et les parents ?

L'ensemble de la population va subir des contrôles permanents dans tous les lieux de vie sociale. Les serveur·se·s, les guichetier·e·s, les agent·e·s d'accueil, les collègues, tout le monde devient le flic de l'autre.

Là où il serait indispensable de créer un climat de confiance et de solidarité entre les personnes face à la pandémie, le gouvernement amène les prolétaires à se contrôler mutuellement. Des mesures annoncées comme exceptionnelles sont banalisées et s'ancrent dans notre quotidien, comme avec l'État d'Urgence. Nous ne pouvons accepter ce conditionnement au contrôle permanent de tou·te·s par tou·te·s !

Nous ne voulons aucun contrôle ! Ni flics, ni vigiles !

Après la loi Sécurité Globale, un nouvel outil de répression pour les forces répressive de l'État !

Le « Pass Sanitaire », dont ielles sont exempté·e·s dans le cadre de leur travail, est

un nouvel outil que les flics ne manqueront pas d'user pour mettre la pression, sans aucun doute plus particulièrement sur les personnes précaires, racisées, LGBTQIA+.

Non aux mesures antisociales !

Le « Pass Sanitaire » engendrera des suspensions de contrats, des ruptures de CDD, des suspensions de salaires, voire des licenciements et va devenir un nouveau critère d'embauche.

Les soignant·e·s après avoir fait front à cette crise dans des conditions éprouvantes et dégradées doivent maintenant passer par la vaccination obligatoire et seront les premières victimes de ces sanctions inacceptables.

Les salarié·e·s précaires des entreprises prestataires, les intérimaires, les salarié·e·s soumis·e·s au régime chômage de l'intermittence, déjà en situation de précarité de l'emploi vont également en subir les conséquences.

Le « Pass Sanitaire » va dans le sens des orientations prises par les gouvernements successifs, consistant à privilégier les intérêts financiers de la bourgeoisie, quel que soit le prix à payer par les travailleur·se·s.

On continue de supprimer des lits dans les hôpitaux, l'accès à la sécu est de plus en plus réduit, la privatisation de tous les services publics se poursuit, les conditions de travail se dégradent et la précarisation augmente.

En stigmatisant l'oisiveté supposée des personnes privées d'emploi, Macron déroule sa propagande libérale afin de cliver la population et de préparer le terrain à de nouvelles attaques contre les droits des travailleur·se·s.

La mobilisation contre le « Pass Sanitaire » ne doit pas nous faire perdre de vue ce qui se joue en parallèle : La poursuite de la libéralisation et de la casse sociale avec la réforme des retraites et la réforme de l'assurance chômage !

**Comme à l'hôpital de Montélimar, le personnel d'HEH est en grève illimitée !
Les syndicats CNT Interco et Santé-Social du Rhône appellent à soutenir les grévistes, à faire grève partout où cela est possible et à rejoindre les mobilisations dans une perspective libertaire, antifasciste et de lutte des classes.**

**Contre le Pass Sanitaire ! Contre Macron et son monde !
Pour un autre futur !**

**RASSEMBLEMENT PLACE JEAN MACÉ
Mercredi 11 août - 17h**